

Blanchiment: discrétion assurée

Mercredi, avec une demi-année de retard, le parlement a transposé la nouvelle directive sur le blanchiment d'argent. Celle-ci a notamment été introduite parce qu'il s'avère qu'en Europe, tant le nombre de condamnations que le montant des sommes confisquées restent faibles. Le projet de loi qui contenait quelques initiatives courageuses a cependant été réduit aux éléments minimaux de la directive - selon le vœu d'une commission juridique, composée essentiellement d'avocat-e-s.

De par son secret bancaire, le Luxembourg s'expose particulièrement au risque du blanchiment. Face à ce risque, les professionnel-le-s du secteur ont montré moins de solidarité avec les victimes du blanchiment - l'Etat, auquel des sommes imposables échappent, et les populations, qui souffrent des activités de la Mafia, de la guerre des drogues ou des abus financiers de dictateurs - qu'avec leur clientèle du secteur financier. Au point de limiter l'infraction nouvelle de la non-dénonciation d'une suspicion de blanchiment aux seuls cas où il s'agirait d'une omission "intentionnelle". Elle a encore élevé le seuil à partir duquel un contrôle plus intense d'un acte de vente devient nécessaire de 10.000 à 15.000 €. Enfin, les avocat-e-s qui veulent avertir le parquet d'un soupçon seront obligé-e-s de passer par le bâtonnier, président du barreau.

Leiharbeit boomt

Die Zahl der ZeitarbeiterInnen hat in Luxemburg in den vergangenen Jahren zugenommen. Waren im Jahr 2000 im Schnitt noch rund 6.000 Beschäftigte in einem Zeitarbeitsverhältnis unter Vertrag, stieg die Zahl bis 2003 auf 7.125 im Jahresdurchschnitt. Zwischenzeitlich waren es sogar einmal mehr als 8.000. Das geht aus der Antwort auf die parlamentarische Anfrage des LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo hervor, der zuvor bereits einen Anstieg der Zeitarbeit festgestellt hatte. Diese Zunahme liegt ganz im europäischen Trend. Der Anteil der Zeitarbeit an der Gesamtbeschäftigung ist mit 1,6 bis 1,8 Prozent noch gering. Allerdings ist in den vergangenen fünf Jahren die Zahl der Zeitarbeitsfirmen von 25 auf 31 gestiegen. Die Administration de l'Emploi (Adem) hatte 1997 mit der Union luxembourgeoise des entreprises de travail intérimaire (Uledi) ein Rahmenabkommen unterzeichnet - um Erwerbslose leichter wieder auf den Arbeitsmarkt zurückzuführen. Die Branche, die sich mit Abstand am meisten Arbeitskräfte ausleiht, ist das Baugewerbe. Mehr als zwei Drittel der LeiharbeiterInnen sind übrigens Männer.

Milchmädchenrechnung

Ziel mehr als erreicht, dürfte sich das Unterrichtsministerium gesagt haben angesichts neuester Zahlen zum Wechsel von der 9ième auf die 10ième. Aufgrund verschärfter Versetzungskriterien schaffen immer weniger SchülerInnen den Wechsel von der 9ième in eine 10ième des technischen Sekundarunterrichts. An einigen Schulen soll es sogar nur rund ein Viertel sein, schreibt die Lehrergewerkschaft SEW in einer Pressemitteilung. Der SEW zeigt sich schockiert über die geringe Zahl erfolgreicher SchülerInnen und fordert statt "zu strenger Versetzungskriterien" eine umfassende Reform des Schulwesens. Tatsächlich hat der erschwerte Zugang zum oberen Zyklus den Effekt einer Milchmädchenrechnung: Die SchülerInnen werden auf niedrigere Schulstufen "umgeleitet". Ihre falsche Orientierung wird somit als Grundübel für den hohen schulischen Misserfolg gesehen. Die gravierenden Qualitätsprobleme, die das luxemburgische Schulwesen laut Pisa und anderen Studien aber hat, bleiben außen vor. Der SEW kritisiert darüber hinaus die undurchsichtige Datenlage: Bisher habe das Unterrichtsministerium den Gewerkschaften lediglich die Zahlen von fünf Lyzeen vorgelegt.

Guy Poncelet critique le procès Dutroux. L'ex-magistrat et membre de l'Observatoire citoyen s'est installé pour le temps du procès à Arlon. Il dit: "On n'avance pas."

(photo: woxx)



PROCES DUTROUX

"Il faut suivre toutes les pistes"

woxx: M. Poncelet, le procès Dutroux dure maintenant presque trois mois. Votre organisation, l'Observatoire citoyen, a suivi le procès depuis la première journée. Quels sont les objectifs de l'Observatoire citoyen?

Poncelet: Après la Marche blanche en octobre 1996 se sont créés en Belgique, mais surtout dans la partie francophone, des Comités blancs, qui avaient pour but d'aider des victimes d'abus sexuel et de maltraitance sexuelle. Nous avons décidé de créer l'Observatoire citoyen - dans la même ligne de pensée que la Marche blanche et les Comités blancs, mais comme une autre forme d'action. Nous avons toujours pour objectifs l'amélioration du droit des victimes, qui était très peu connu en Belgique; l'amélioration du fonctionnement des institutions judiciaires; la protection des enfants contre toutes formes de maltraitance. Nous nous sommes demandés, comment nous pourrions réaliser ces objectifs. Le procès lui-même nous donne l'occasion de réfléchir et de parler à la population qui, avec le temps s'était un peu désintéressée de l'affaire Dutroux et avait baissé les bras. Nous avons alors décidé de publier un petit livre pour informer et rappeler la chronologie de l'affaire, résumer le processus judiciaire, expliquer qui doit répondre de quoi. Nous ne voulons pas imposer un point de vue, nous voulons faire réfléchir. Ce livre a été présenté en janvier.

Depuis que le procès a commencé, nous le suivons au jour le jour. Nous prenons des notes de ce qui se passe. Nous avons réuni des gens très différents, des universitaires, des ingénieurs, des employés, des ouvriers.

Dans l'affaire Dutroux on parle généralement de deux théories principales: Les uns croient qu'il s'agit d'un pervers isolé avec ses complices,

les autres parlent d'un réseau de pédophiles qui remonterait même jusqu'à l'Etat. Jusqu'à maintenant il n'a pas d'éléments qui prouvent l'existence d'un réseau ou une participation des personnes importantes de l'Etat.

Notre point de vue est tout à fait différent. Nous n'avons pas affirmé que derrière l'affaire Dutroux il y aurait un réseau, et nous n'avons pas dit qu'il n'y en aurait pas. Ce que nous voulons c'est qu'il y ait une enquête pour savoir s'il y en a un ou pas. Malheureusement on a constaté que l'instruction du juge Langlois a été faite à partir de la théorie que Dutroux serait un pervers isolé. Le juge Langlois n'a pas voulu chercher plus loin. Cette instruction est un échec complet parce que le juge s'est tenu à un seul point de vue. Il a ainsi affirmé ne pas vouloir donner un coup de pied dans la fourmilière de la Mafia de Charleroi. Selon lui il n'y a pas de réseau et voilà pourquoi on n'enquête pas dans cette direction. Nous ne l'acceptons pas! J'aurais été très heureux si on m'avait dit qu'on avait suivi cette piste et qu'il n'y avait pas de réseau. Cela reste un énorme point d'interrogation pour toute la population et c'est très mau-

vais pour les institutions judiciaires et finalement pour la démocratie. C'est très mauvais.

Les enquêtes ont duré Les pannes policiers se sont accumulées. Est-ce que ces pannes et la série des décès sont seulement des hasards?

On peut se poser cette question. Mais beaucoup a été entrepris pour brouiller certaines pistes.

Quelles sont les conséquences de l'affaire pour la politique et pour la société belge?

Malheureusement il n'y a pas beaucoup de conséquences positives. Une de ces conséquences positives a par exemple été l'établissement de l'organisation Child Focus. En plus la libération d'un criminel comme Dutroux par le ministre de la justice n'est désormais plus possible. La nomination et la promotion des magistrats se fait maintenant d'une manière tout à fait différente avec de meilleures garanties. Avant c'était une question purement politique. Maintenant ce n'est plus le cas. La sélection est faite par le Conseil supérieur de la Justice qui propose les candidats, leur nomination et leur promotion. Ce n'est pas encore parfait, mais c'est un pas dans la bonne direction. La loi de 1998 devrait

améliorer les droits des victimes, mais ce n'est pas suffisant. Pourtant il y a eu aussi des développements négatifs. Par exemple la réforme de la police en Belgique. On a supprimé la gendarmerie, qui a eu une lourde responsabilité, et la police judiciaire, pour créer une police unique. Mais cette nouvelle police a à sa tête tous les anciens hauts fonctionnaires de la gendarmerie. La mentalité et la façon de travailler est resté la même.

Est-ce que la structure de l'Etat belge n'a pas favorisé l'engrenage tragique?

Non, je pense que le système politique belge n'est pas en cause. Ce qu'il faut reconnaître c'est que le fonctionnement des institutions comme la police et la justice n'était pas parfait. Mais la structure de l'état ou le fédéralisme ne sont pas responsables. Finalement on a peu parlé de l'affaire Dutroux en Flandre et du fonctionnement de la police dans le cas de Efje. On a critiqué davantage l'enquête dans le cas de Julie et Melissa en Wallonie. Mais l'enquête était aussi mal faite en Flandre.

Pendant les premiers mois en Belgique l'opinion publique a été scandalisée. Et maintenant? Est-ce que l'indignation a fait place à la résignation?

Dans la population il y a un grand découragement. On s'aperçoit que le pouvoir politique et le pouvoir judiciaire ne pensent qu'à une chose: tourner la page le plus rapidement que possible et rétablir l'ordre social. Mais jusqu'à maintenant énormément de gens consultent les articles sur notre site internet. Depuis le premier jour du procès on a eu 40.000 consultations.

Comment voyez vous le rôle des medias?

La grande majorité des médias belges traduit le point de vue du pouvoir. Les grands journaux comme Le Soir ou La Libre Belgique vont plutôt dans le sens de l'analyse du juge Langlois: un Dutroux isolé. Il ne faut pas oublier qu'en Belgique la presse est subsidiée par le pouvoir public, qui peut la couper de sa source d'information. Donc, il y a une osmose entre la grande majorité de la presse et le pouvoir politique ou judiciaire. La presse qui a un autre point de vue, est minoritaire. En effet, il n'existe pas de véritable indépendance. La presse étrangère fonctionne différemment. Elle connaissait très mal l'affaire Dutroux avant le début du procès. Nous avons fait une conférence de presse pour présenter notre petit livre. Il y avait beaucoup de journalistes étrangers et ils ont publié des informations qu'on n'a pas pu lire dans la presse belge.

Est-ce que l'affaire Dutroux a attiré l'attention sur le problème de la pédophilie?

Avant l'affaire personne ne voulait croire que de tels crimes pouvaient être commis en Belgique. Maintenant on révèle d'avantage les affaires et la presse en parle plus. On ne peut plus les cacher. La presse est maintenant beaucoup plus présente. C'est excellent pour la démocratie.

Interview: Stefan Kunzmann

A propos de Guy Poncelet:

Guy Poncelet, ancien magistrat et Procureur du Roi à Tournai, âgé de 73 ans, est membre de l'Observatoire citoyen. Son fils Simon, inspecteur de police, a été abattu dans les locaux de la police de Mons en 1996. L'Observatoire citoyen est une organisation créée pour observer et analyser l'affaire Dutroux. L'organisation tient le contact avec les Comités blancs et avec les parents des victimes de Dutroux. Poncelet et les autres membres organisent des rencontres d'information pour des journalistes dans un office à Arlon, seulement quelques cents mètres du Palais de Justice. Selon Poncelet l'Observatoire est "sans aucune attache politique": "Nous sommes tout à fait indépendants."